

International

ARGENTINE : SANTIAGO MALDONADO, PORTÉ DISPARU

Florence Baillon

21/09/2017

Dans le cadre du conflit opposant la communauté des Mapuches à l'État argentin – portant notamment sur des revendications d'accès à des terres –, la disparition en août dernier d'un jeune citoyen argentin, Santiago Maldonado, au cours d'une manifestation de soutien aux Mapuches, soulève une émotion considérable. Florence Baillon, docteur en lettres (Paris III), spécialiste de l'Amérique latine et conseillère consulaire élue auprès des Français établis en Équateur, analyse les circonstances de ce tragique événement.

"No te pego por lo que hiciste. Te pego por lo que vas hacer"

Eduardo Galeano¹

La question des disparitions forcées en Argentine rappelle les heures les plus sombres de la dictature (1976-1983) et la présence des Mères de la Place de Mai devant le Palais présidentiel, la Casa Rosada, depuis quarante ans, leur foulard blanc sobrement attaché sur la tête, est la preuve d'une plaie encore vive au sein de la société. Alors qui est Santiago Maldonado et pourquoi cette question – ¿ *dónde está Santiago Maldonado* ? (où se trouve Santiago Maldonado ?) – est-elle omniprésente sur les réseaux sociaux, peinte sur les murs de Buenos Aires, hashtaguée, reprise dans les journaux du monde entier, chantée par Manu Chao, etc. ?

Ce jeune Argentin de 27 ans, originaire de la capitale, artisan, routard et tatoueur, se trouvait en Patagonie. Le 1^{er} août dernier, il participait à une manifestation de la communauté Mapuche Pu Lof Cuchamen dans la province de Chubut. Les communautés indiennes mapuches, vivant entre l'Argentine et le Chili, réclament l'accès à leurs terres qu'elles considèrent sacrées. Dans ce cas particulier, il s'agit des conséquences d'un conflit avec le groupe des frères Benetton. Ironie de la situation puisque que Benetton doit ses succès de vente à ses campagnes publicitaires, dans les années 1990, dans lesquelles il défendait une société multiculturelle, sans préjugés sexuels, raciaux, religieux... Visiblement, les Mapuches ne sont pas assez vendeurs. Il faut dire que le groupe italien United Color of Benetton est le plus important propriétaire terrien d'Argentine, juste derrière l'État et les provinces, possédant environ 850 000 hectares achetés dans leur majorité dans les

années 1990-2000². En Patagonie, Luciano Benetton est propriétaire de huit exploitations agricoles, parmi lesquelles la ferme Leleque. Cette propriété est barricadée car, depuis 2005, 30% de ses terres sont disputées par les Mapuches, qui les réclament. Les procès successifs ont toujours donné raison à la firme européenne, les Mapuches dénonçant de leur côté des complicités entre autorités judiciaires, policières et les riches étrangers. D'ailleurs, il existe au sein de l'hacienda Leleque, suite à un accord entre Benetton, le ministère de la Sécurité de la Nation et la province de Chubut (à l'époque de la présidence de Carlos Menem), un poste policier et une base logistique de la gendarmerie³, d'où peuvent partir les opérations d'intervention dans les communautés Mapuches⁴. Drôle de collusion !

La répression des manifestations mapuches est une constante, qui émeut peu l'opinion publique, malgré les témoignages effrayants. De fait, peu nombreuses sont les personnes qui accompagnent ces actions, par peur de la violence qui n'épargne ni femmes ni enfants. Santiago Maldonado n'était pas un activiste politique, plutôt un citoyen solidaire de son environnement. Les Mapuches, en particulier Resistencia Ancestral Mapuche (RAM), la branche la plus extrémiste, ont bloqué la route 40 pour exiger la libération de leur leader, Facundo Jones Huala. Celui-ci a été arrêté pendant la répression violente de janvier (3 blessés et 11 arrestations) et c'est le seul à être encore emprisonné, dans l'attente d'une décision de justice, suite à une demande d'extradition de la part du Chili, pays qui l'accuse d'avoir participé à l'incendie d'une propriété, incendie dans lequel a péri le couple de gardiens. Le juge fédéral a ordonné le dégagement de la route et envoyé une centaine de gendarmes, soutenus par un hélicoptère et des hommes à cheval, pour réaliser l'opération. Selon les manifestants, les gendarmes ont levé leur barrage, puis pénétré dans la communauté, incendiant les maisons et utilisant des balles en plomb. Un groupe a été poursuivi par les gendarmes jusqu'au fleuve Chubut : tous ont réussi à le traverser, sauf Santiago qui a peur de l'eau. Selon les témoins, les gendarmes ont dit « on en tient un » avant de l'embarquer.

Depuis ce jour-là, Santiago Maldonado a disparu.

Son frère a rapidement exigé d'avoir de ses nouvelles. En vain. Dans un premier temps, les autorités fédérales et nationales ont donné des réponses fantaisistes : il est parti dans un autre pays, il s'est noyé en tentant de traverser la rivière, il se cache, il s'est égaré. La ministre de la Sécurité nationale, Patricia Bullrich, a appelé au calme, se plaignant d'une récupération politique, puis a offert une récompense de 25 000 euros pour toute information. On a laissé se répandre l'idée que Santiago Maldonado était un drogué, un infiltré, voire un terroriste de l'État islamique, selon un schéma bien rodé qui consiste à salir la victime pour minimiser la violence qu'elle subit. On a évoqué l'hypothèse que Santiago Maldonado avait été poignardé par un journalier. Pour rechercher le corps dans la rivière, les gendarmes ont pu s'installer dans la propriété Benetton, à l'origine du

conflit. Les témoignages ne coïncident pas entre la version des Mapuches et celle des forces armées.

Face au silence prolongé, et sous la pression des associations des droits de l'homme et notamment des Mères de la Place de Mai et de la rue, la justice argentine a déclenché le processus « disparition forcée » qui implique une responsabilité de la sécurité nationale, contre la volonté du gouvernement⁵.

« Je m'appelle Florence Baillon, j'écris un article et je me demande où se trouve Santiago Maldonado », c'est avec ce type de phrase que le phénomène est devenu viral. La société civile a multiplié les initiatives créatives : chansons, vidéos, manifestations avec la photo de Santiago Maldonado comme visage, banderole déployée par les joueurs de football du San Lorenzo, textes lus, annonce par haut-parleur à l'aéroport international de Buenos Aires appelant le passager Santiago Maldonado, avec pour réponse « La gendarmerie l'a emmené », Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la Paix, rendant ouvertement l'État responsable et exigeant la démission de la ministre. Sur les pancartes, accompagnant la photo de Santiago Maldonado, on peut lire « ils l'ont emporté en vie, en vie on veut le revoir » (« *con vida lo llevaron, con vida lo queremos* ») ou « je ne suis pas Santiago Maldonado » en référence à « Je suis Charlie ».

Le gouvernement (puisqu'en plus de la ministre Bullrich, travaillent désormais sur ce dossier le ministre de la Justice German Garavano et le secrétaire des Droits de l'homme, Claudio Avruj) alimente la polémique sur la lecture des vidéos et des témoignages. Lors d'une conférence de presse le 12 septembre, la ministre Bullrich a informé que les recherches de traces de l'ADN de Santiago Maldonado dans les véhicules de la gendarmerie prouvent que les accusations de disparition forcée sont erronées et que les premières versions sont donc les plus probables. La proposition du Bureau régional pour l'Amérique du Sud du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme (HCDH) de former un groupe d'experts indépendants pour accompagner l'enquête a été rejetée par le président argentin Mauricio Macri. Les témoins, qui ne sont pas protégés par la justice, font état ces derniers jours de nombreuses menaces et intimidations de la part des forces de sécurité, alors que le frère de Santiago Maldonado redoute que l'on jette le corps de son frère dans la rivière pour tenter de légitimer *a posteriori* la thèse de la noyade accidentelle.

Ce drame met à nu certains dysfonctionnements de la société argentine : tout d'abord, la répression dont sont victimes les communautés indiennes, pour les empêcher de porter atteinte aux intérêts étrangers à qui les gouvernements successifs ont cédé leurs terres pour des raisons d'exploitation minière, pétrolière, agricole, forestière... Situation qui est malheureusement connue de tous les pays de la région. La violence du traitement de ce problème par le pouvoir central et les

institutions fédérales en dit long également sur la place des citoyens dans la société. D'ailleurs, certains n'hésitent pas à faire remarquer que les disparus n'ont pas tous la même valeur puisque, dans ce cas, la mobilisation s'est organisée autour de Santiago Maldonado, issu de la classe moyenne blanche.

Les méthodes sécuritaires, la violence institutionnelle et l'impunité du pouvoir sont également au cœur de cette histoire. En Amérique latine, peut-être à cause du passé encore proche du temps des dictatures, le traitement des bavures policières et des disparitions est scandaleusement et ouvertement anti-démocratique. La résolution du cas de Santiago Maldonado devrait être l'occasion de rouvrir de nombreux dossiers douloureux, pour que les coupables soient punis et la mémoire des victimes réhabilitée. La dramaturge argentine Griselda Gambaro a creusé, dans ses textes théâtraux et littéraires, ce thème de la responsabilité collective de la violence sociale. Comme Foucault, elle considère que la répression n'est pas uniquement le fait du pouvoir, de l'État et de ses institutions, mais également une émanation des relations entre les individus qui composent la société. Dans sa pièce *La Malasangre*, elle écrit:

«(...) ¡ Que la memoria no los deje vivir en paz! ¡ A vos, con tu poder y a vos con tu mano verduga, y a vos hipócrita y pusilánime... ¡ Ya nadie ordena nada! ¡ Ya no tengo miedo, soy libre... !
 \n(...) ¡ Yo me callo pero el silencio grita! »⁶.

¿ *Dónde está Santiago Maldonado?*

1. Galeano Eduardo, *El libro de los abrazos*, "La cultura del terror", Buenos Aires, siglo veintiuno, 2010, p.132, "Je ne te frappe pas pour ce que tu as fait. Je te frappe pour ce que tu vas faire" (traduction de l'auteur).
2. Ces propriétés en zone rurale, d'où l'on a exclu à partir du XIX^e siècle les communautés Mapuches, appartenaient initialement aux Anglais, qui les ont revendues en particulier pendant la guerre des Malouines, qui a opposé la Grande-Bretagne et l'Argentine en 1982.
3. La Gendarmerie nationale argentine (GNA) est la principale force de sécurité du pays, elle est composée de militaires. Elle assure la sécurité nationale, notamment dans les régions éloignées de la capitale.
4. Voir l'article d'Andrés Klipphan, « Caso Maldonado: la oscura trama detrás de la pelea entre los mapuches y Benetton », *Infobae*, 10 septembre 2017. L'article reprend les informations du livre *Tierras S.A., crónicas de un país rematado*, écrit par Andrés Klipphan et Daniel Enz, publié par Editorial Aguilar en 2006.
5. Selon l'ONU, une disparition forcée est « l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État ».
6. Gambaro, Griselda, *La Malasangre*, Buenos Aires, 1981, Edición de La Flor. «(...) Que la memoria vous empêche de vivre en paix ! Toi, avec ton pouvoir et toi avec tes mains de bourreau, et toi hypocrite et pusillanime... Que personne ne donne des ordres ! Je n'ai plus peur, je suis libre (...). Je me tais mais le silence crie ! » (traduction de l'auteur).